

Partie 2C – Bétail
PROGRAMME DE PAIEMENTS ANTICIPÉS (PPA)
DEMANDE D'AVANCE ET ACCORD DE REMBOURSEMENT

Participant

DIRECTIVES

- ✓ Le producteur doit toujours fournir la documentation et les informations appropriées quant à la participation à un Programme de GRE admissible (Agri-Stabilité/ASRA) ou à toutes autres sûretés couvrant les mêmes risques qui devront avoir été préalablement autorisées par le Ministre.
- ✓ L'avance n'est pas limitée par la sécurité; cependant, les producteurs doivent toujours maintenir la couverture de sécurité jusqu'à ce que l'avance PPA soit entièrement remboursée.
- ✓ Pour éviter le remboursement de l'avance en espèces sans relevé de vente, l'avance demandée devrait correspondre au nombre de têtes de Bétail en inventaire dont le Producteur peut raisonnablement prévoir la vente avant la fin de la Campagne agricole.
- ✓ Utilisez le taux d'avance indiqué par l'Agent d'exécution à la section 2.1 ci-dessous. Le Ministre peut modifier le taux d'avance en février (pour les quatre premiers produits) et en mai (pour les deux derniers produits) pour refléter les prix courants du marché. Si tel est le cas, toute demande d'avance ultérieure tiendra compte du taux d'avance modifié, le cas échéant, mais le taux de remboursement minimum des avances correspond au taux d'avance reçu.
- ✓ Conservez une copie du présent formulaire dûment rempli, puisque l'original doit être versée au dossier du Producteur, accompagnée des documents qui confirment sa participation à un Programme de GRE admissible.
- ✓ Le montant total des avances reçues par un Producteur dans le cadre des années de programme chevauchantes ne peut, en aucun temps, être supérieur à 1 000 000 \$.
- ✓ Les avances sans intérêt sont limitées aux premiers cent mille dollars (250 000\$) émis par année de programme et sera limité par d'autres montants exemptés d'intérêt émis au profit du producteur et/ou d'autres producteurs liés. Tout montant d'une avance excédant cette limite porte intérêts selon les taux prévus à l'article 6.1B de la section 6 du présent formulaire. À la date de fin de l'année de programme ou de la période de 12 mois dans le cas d'opération en inventaire continu, le Producteur sera déclaré en défaut s'il demeure un solde d'avance non remboursée et devra payer les intérêts accumulés sur ce solde.
- ✓ **POUR EXPLOITATION EN CYCLE CONTINU :**
- ✓ Le présent formulaire permet de demander une avance visant une exploitation en cycle continu, soit une exploitation où le producteur maintient constamment un nombre de têtes de bétail minimal durant un cycle d'avance en raison d'une rotation continue des animaux (c.-à-d. que les bêtes vendues sont rapidement remplacées par de nouvelles)
- ✓ Un seul cycle d'avance de douze (12) mois en exploitation en cycle continu est alloué par année de programme

Défaut
 Le non-respect du présent Accord de remboursement, incluant, mais sans s'y limiter, le remboursement intégral avant la fin de la période de production applicable, entraînera la déclaration du compte en défaut.

Les conséquences complètes d'un défaut sont détaillées à la section 5.0 Défaut et au sous-article 6.2 Taux d'intérêt des Modalités et Conditions de cet Accord de remboursement, et sont résumées ci-dessous :

- ✓ Le bénéfice des intérêts non applicables est perdu;
- ✓ Des intérêts de défaut sont appliqués au taux préférentiel majoré d'un pour cent (Taux préférentiel + 1 %) sur le montant de la garantie impayée, à compter de la date de l'avance jusqu'à la date où le Producteur a été déclaré en défaut;
- ✓ Des intérêts de défaut sont appliqués au taux préférentiel majoré de 3 pour cent (Taux préférentiel + 3 %) sur le montant de la responsabilité du Producteur, à compter de la date du défaut jusqu'au remboursement intégral de la dette;
- ✓ Les producteurs en défaut pourraient faire face à une période d'inadmissibilité. Consultez le sous-article 5.5 des Modalités et Conditions pour plus de détails.

2.1 AVANCE ADMISSIBLE BASÉE SUR LA QUANTITÉ DE TÊTES DE BÉTAIL EN STOCK À COMMERCIALISER

Type de Bétail	Taux d'avance (p. ex., \$/tête)	Stock permanent (p. ex., 100 têtes)		Total (\$)
		Quantité	Unité de mesure	
Porcelets sevrés (5 à 10 kg)	\$		tête	\$
Porcelets d'engraissement (10 à 30 kg)	\$		tête	\$
Porcs d'abattage (30 kg vivant ou plus)	\$		tête	\$
Porc d'abattage (de marché – 100 kg) porcelet de lait	\$		tête	\$
Jeunes truies de reproduction <i>(Pour la méthode de calcul, voir le guide des éleveurs – point 4) Veuillez noter que ce taux sera révisé en mai 2024 et pourrait changer</i>	\$		tête	\$
Truies et verrats de réforme <i>(Pour la méthode de calcul, voir le guide des éleveurs – point 4) Veuillez noter que ce taux sera révisé en mai 2024 et pourrait changer</i>	\$		tête	\$
Avance admissible maximale basée sur le stock d'animaux				\$

2.2 AVANCE DEMANDÉE PAR LE PRODUCTEUR **2.3 AVANCE ADMISSIBLE ACCORDÉE PAR L'AGENT D'EXÉCUTION**

\$	\$
----	----

Les renseignements personnels et/ou commerciaux soumis sur ce formulaire sont recueillis en vertu de l'article 10 de la Loi sur les programmes de commercialisation agricole. Tout renseignement personnel recueilli par l'agent d'exécution sera utilisé pour administrer le programme conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDE) ou à la 1/8 législation applicable dans sa juridiction. Tout renseignement personnel et/ou commercial peut être divulgué à Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et sera utilisé pour administrer le programme conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels et à la Loi sur l'accès à l'information. Les renseignements peuvent être utilisés aux fins consenties dans la Déclaration. Les personnes ont le droit de demander l'accès et la correction de leurs renseignements personnels. Si vous avez des questions concernant vos renseignements et votre vie privée, veuillez communiquer avec nous : Directeur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Étage 10, 1341, chemin Baseline, Tour 7, Ottawa (Ontario) K1A 0C5 ou par courriel à AAFC.Privacy-vieprivee.AAC@AGR.GC.CA et faite référence à la banque de renseignements personnels d'AAC Loi sur les programmes de commercialisation agricole : Programme de paiements anticipés, PPU 140. (2025).

2.4 MODALITÉS ET CONDITIONS DE L'ACCORD DE REMBOURSEMENT

Eu égard à l'avance que consent l'Agent d'exécution aux termes des dispositions du Programme de paiements anticipés, les parties conviennent de ce qui suit :

1. Définitions et termes importants

- 1.1. « AAC » signifie Agriculture et Agroalimentaire Canada.
- 1.2. « Accord de remboursement » désigne l'ensemble des formulaires et annexes de la Demande d'avance et accord de remboursement, incluant les présentes Modalités et conditions, dûment remplis et signés par le Producteur et un représentant autorisé de l'Agent d'exécution.
- 1.3. « Agent d'exécution » signifie Les Éleveurs de porcs du Québec.
- 1.4. « Année de programme » désigne la période utilisée pour gérer les limites du programme conformément aux paragraphes 9 (1) et 20 (1) de la *LCPA* et aux fins du présent accord de remboursement, cette période commence le 1^{er} avril 2025 et se termine le 30 septembre 2026.
- 1.5. « Avance » signifie, aux fins de la présente demande et de l'accord de remboursement, une avance admissible basée sur l'inventaire d'un bétail admissible.
- 1.6. « Avance admissible » signifie l'avance accordée par l'Agent d'exécution au Producteur, telle qu'indiquée à la section 2.3 du présent formulaire (Partie 2C) de l'Accord de remboursement.
- 1.7. « Bétail » désigne les porcs énumérés à la section 2.1 du présent formulaire (Partie 2C) de l'Accord de remboursement.
- 1.8. « Campagne agricole » désigne la période utilisée aux fins de l'émission et du remboursement des avances pour un produit agricole en vertu du présent accord de remboursement, qui commence le 1 avril 2024 et se termine le 30 septembre 2025.
- 1.9. « Cycle d'avance » désigne une période pouvant atteindre jusqu'à douze mois suivant la date à laquelle l'Avance admissible a été octroyée et qui se termine au plus tard à la fin de la Campagne agricole.
- 1.10. « Demande » désigne la section 1 et les sous-sections 2.0 à 2.4 de la présente demande et de l'accord de remboursement.
- 1.11. « Exploitation en cycle continu » désigne une exploitation agricole qui remplace constamment les animaux vendus par de nouveaux de manière à conserver le même nombre de têtes de Bétail et suffisant pour sécuriser le solde de l'avance ou ayant un inventaire permanent.
- 1.12. « LPCA » désigne la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*.
- 1.13. « Ministre » désigne le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada, ou toute autre personne autorisée à agir en son nom.
- 1.14. « Modalités et conditions » désigne le contenu de la section 2.4 du présent formulaire de l'Accord de remboursement.
- 1.15. « PPA » signifie le Programme de paiements anticipés.
- 1.16. « Produit agricole non entreposable » désigne le produit agricole classé comme non entreposable dans le cadre du programme et tel qu'énuméré à la section 2.1 de la demande, selon le cas.
- 1.17. « Producteur » désigne la personne ou la personne morale, la société de personnes ou la coopérative identifiée à la Partie 1A ou 1B, selon le cas, de l'Accord de remboursement.
- 1.18. « Programme de GRE admissible » signifie un programme de gestion des risques de l'entreprise stipulé à l'Annexe de la *LCPA* ou autorisé par règlement, auquel le Producteur déclare participer et qu'il utilise comme sûreté en cas de défaut d'avances sur le bétail.
- 1.19. « Rapport de protection du programme de GRE » désigne un rapport généré par l'organisme chargé d'administrer le programme de GRE servant de sûreté en cas de défaut, grâce auquel le Producteur atteste sa participation au programme de GRE.
- 1.20. « Sa Majesté » désigne Sa Majesté le Roi du chef du Canada.
- 1.21. « Taux de l'avance sur le Bétail » signifie le taux d'émission applicable aux avances versées avant le 31 mars 2025.
- 1.22. « Campagnes agricoles chevauchantes » désigne la période au cours de laquelle deux ou plusieurs campagnes agricoles différentes se déroulent simultanément.
- 1.23. « Mode d'opération d'inventaire régressif » désigne une exploitation agricole fonctionnant en « tout plein, tout vide » ou une exploitation agricole dont l'inventaire d'animaux fluctue durant le cycle d'avance.
- 1.24. « Rapport d'inventaire mi-cycle » désigne un rapport dans lequel le producteur confirme la quantité de produits agricoles détenue en stock.

2. Versement de l'avance

- 2.1. L'Agent d'exécution effectue le versement de l'Avance admissible visant le Bétail durant le Cycle d'avance, conformément à l'article 2.5 de la présente demande, en utilisant le taux d'avance sur le Bétail tel qu'indiqué à la section 2.1 de cette demande, à l'exécution de l'Accord de remboursement par l'Agent d'exécution. Avant de pouvoir recevoir l'Avance admissible, le Producteur doit présenter un Rapport de protection du programme de GRE corroborant sa participation à un Programme de GRE admissible ou toutes autres sûretés couvrant les mêmes risques et qui devront être approuvées par le Ministre. Le Producteur s'engage à participer à un Programme de GRE ou toutes autres programmes admissibles jusqu'au remboursement de telle Avance admissible. Si l'Agent d'exécution le demande, le Producteur doit également présenter toute déclaration d'inventaire, conforme aux exigences de l'Agent d'exécution, permettant de confirmer qu'il détient un inventaire suffisant pour couvrir l'Avance admissible, ainsi que l'avance impayée dans le cadre de l'année de programme 2024-2025 s'il y a lieu.
- 2.2. Toute Avance admissible visant le Bétail, que ce soit pour une opération standard ou en cycle continu, ou tout remboursement sur une telle avance, sera émis avant la date spécifiée dans les sous-sections 1.4 des présentes modalités

2.4 MODALITÉS ET CONDITIONS DE L'ACCORD DE REMBOURSEMENT

et conditions, selon le cas.

- 2.3. En demandant une avance, l'agent d'exécution facturera au producteur des **frais d'administration** de 0,55% de l'avance reçue avec un maximum de 500\$.
- 2.4. En tout temps, si la valeur du produit agricole n'est pas suffisante pour justifier le montant de l'Avance admissible non remboursée, et ce, sans que ce fait soit attribuable au Producteur, l'Agent d'exécution avisera alors le Producteur qu'il dispose de trente (30) jours civils pour rembourser la partie de l'avance résiduelle qui dépasse le montant réduit de la protection d'au-delà de dix mille dollars (10 000 \$) ou de 10 p. cent, ou, si le producteur est admissible, qu'il peut demander une avance visant un autre produit et utiliser l'avance reçue pour rembourser le déficit. Tout Producteur qui manque à cette obligation sera déclaré en défaut.
- 2.5. L'Agent d'exécution peut, avec le consentement des producteurs, redistribuer les avances entre ces producteurs liés afin de maximiser la gratuité d'intérêt. Le consentement doit être fourni par la signature de la partie 3 (Déclaration) de la présente demande et de l'accord de remboursement. La redistribution des avances de cette manière n'est pas rétroactive, mais prendra effet le jour de la modification par l'agent d'exécution. L'agent d'exécution informera les producteurs concernés aux changements apportés à leurs avances.

3. Remboursement de l'avance

- 3.1. Le Producteur remboursera intégralement le montant de l'Avance tel que spécifié à la section 2.3 de la demande, y compris les intérêts accumulés et tous les coûts / frais facturés au producteur, à l'Agent d'exécution en payant chaque unité du produit agricole vendu au taux d'avance en vigueur au moment de l'avance et en lui remettant les preuves de vente, avant la fin de la période de production conformément à ce qui suit :
 - 3.1.a. Lorsqu'un produit agricole pour lequel l'avance a été versée est vendu à un **acheteur** nommé par l'agent d'exécution, en autorisant chaque acheteur à retenir des recettes de la vente, pour chaque unité vendue du produit agricole, un montant égal aux taux d'avance en vigueur au moment de l'avance, et à remettre à l'agent d'exécution les montants retenus, jusqu'au remboursement intégral de toutes les avances versées au producteur et des intérêts courus sur ces avances;
 - 3.1.b. pour le Producteur fonctionnant en **mode d'opération d'inventaire régressif**, lorsque le producteur vend ou de quelque autre manière aliène quelque portion du produit agricole pour laquelle l'avance a été versée, en payant directement à l'agent d'exécution pour chaque unité du produit agricole dans les **trente (30) jours civils** suivant la réception du paiement pour la vente de son Bétail, un montant égal au taux de l'avance en vigueur au moment de l'avance, jusqu'au remboursement intégral de toutes les avances versées au producteur et des intérêts courus sur ces avances. Chaque remboursement doit être appuyé par une preuve de vente
 - 3.1.c. pour le Producteur en Exploitation **en cycle continu** (inventaire permanent), lorsque le producteur vend ou de quelque autre manière aliène la portion du produit agricole pour laquelle l'avance a été versée, en payant directement à l'agent d'exécution pour chaque unité du produit agricole dans les **12 mois** suivant la date à laquelle l'Avance admissible lui a été octroyée, mais pas plus tard que le dernier jour de la campagne agricole (30 septembre 2024), un montant au moins égal au taux d'avance en vigueur au moment de l'avance, jusqu'au remboursement intégral de toutes les avances versées au producteur et des intérêts courus sur ces avances. Une preuve de vente doit appuyer le remboursement total.
 - 3.1.d. Exception : dans le cas d'un Producteur décédé ou déclaré juridiquement inapte à prendre des décisions, aucune preuve de vente n'est requise. Les documents légaux attestant de leurs situations devront être fournis à l'agent d'exécution.
- 3.2. Lorsque des produits agricoles pour lesquels une avance a été effectuée sont vendus ou éliminés, le producteur doit fournir une preuve de vente ou d'élimination à l'agent d'exécution au plus tard vingt et un (21) jours ouvrables après la fin de la période de production applicable. Un calendrier de remboursement peut être utilisé au lieu de l'obligation pour le producteur de fournir une preuve de vente, en particulier lorsque le ou les produits agricoles ne sont pas entreposables.
- 3.3. Aux fins de rembourser l'Avance admissible dans les délais prévus à l'article 3.1, le Producteur doit rembourser le montant de l'avance à l'agent d'exécution, avant la fin de la campagne agricole, tel qu'il est précisé dans le présent accord de remboursement et peut procéder par l'une des méthodes suivantes, ou une combinaison de telles méthodes :
 - 3.3.a. en versant un paiement comptant sans preuve de vente, au plus tard le dernier jour de la campagne agricole, jusqu'à concurrence de 10 000 \$ ou de 10 % (le plus élevé étant retenu) du montant total de l'avance versée au moment d'effectuer le paiement comptant. Si le producteur choisit de rembourser en espèces, sans preuve de vente du produit, un montant excédant les montants précités, des frais d'intérêt aux taux indiqués à la section 6.1c du présent accord lui seront imposés sur l'excédent, depuis le jour où l'avance a été versée jusqu'au jour du remboursement. Le producteur dispose de trente (30) jours civils pour rembourser les intérêts;
 - 3.3.b. en attribuant ou en payant directement à l'Agent d'exécution tout montant payable au producteur ou reçu par lui dans le cadre d'un Programme de GRE admissible dans les cinq (5) jours civils suivant la réception de ces montants et ce, jusqu'à ce que toutes les avances faites au producteur et les intérêts payables par le producteur sur ces avances sont remboursés. Dans les sept (7) jours civils suivant sa réception, l'agent d'exécution remboursera au producteur tout montant reçu du programme de GRE admissible qui excède le solde de l'avance du producteur ; ou
 - 3.3.c. en versant directement à l'Agent d'exécution tout montant reçu par le producteur ne dépassant pas le montant attesté par la preuve de vente;
 - 3.3.d. nonobstant le paragraphe 3.3. de ces modalités et conditions, le producteur peut verser un paiement comptant sans preuve que le produit a été vendu si l'agent d'exécution est convaincu que le produit agricole, pour lequel

2.4 MODALITÉS ET CONDITIONS DE L'ACCORD DE REMBOURSEMENT

l'avance a été consentie, est entreposé et demeure sous le contrôle du producteur au moment du remboursement. À ce titre, une vérification par un tiers devra être fournie ou une inspection effectuée, et peut être à la charge du producteur, y compris les frais d'inspection de l'agent d'exécution.

- 3.3.e. lorsqu'un produit agricole pour lequel l'Avance admissible a été versée est vendu à un acheteur nommé par l'Agent d'exécution, en autorisant chaque acheteur à retenir des recettes de la vente un montant égal au taux d'avance indiqué à la section 2.1 du présent formulaire (taux d'avance en vigueur au moment de l'avance) pour chaque unité vendue du produit agricole et à remettre à l'Agent d'exécution les montants ainsi retenus, jusqu'au remboursement intégral de l'Avance admissible versée au Producteur et des intérêts courus sur cette avance, incluant des preuves de vente pour chaque vente effectuée par le Producteur; (inventaire régressif seulement).
- 3.3.f. lorsque le Producteur vend ou de quelque autre manière aliène la portion du produit agricole pour laquelle l'Avance admissible a été versée, en payant directement à l'Agent d'exécution pour chaque unité du produit agricole dans les trente (30) jours civils suivant la réception du paiement ou les soixante (60) jours civils suivant la livraison à l'acheteur (selon le premier de ces deux événements), un montant égal au taux de l'avance indiqué à la section 2.1 du présent formulaire (taux d'avance en vigueur au moment de l'avance) pour chaque unité vendue du produit agricole, jusqu'au remboursement intégral de l'Avance admissible versée au Producteur et des intérêts courus sur cette avance, incluant des preuves de vente; (inventaire régressif seulement).
- 3.3.g. **Exception :**
- 3.3.g.1. dans le cas d'un Producteur décédé ou déclaré juridiquement inapte à prendre des décisions, aucune preuve de vente n'est requise. Les documents légaux attestant de leurs situations devront être fournis à l'agent d'exécution.
- 3.3.g.2. Dans le cas d'une vente d'entreprise aucune preuve de vente n'est requise à condition que l'inventaire soit inclus dans le contrat de vente notarié.
- 3.4. Dans le cas où le Producteur rembourse le montant de l'Avance admissible à l'Agent d'exécution en vendant le produit agricole ou une part de ce dernier de la façon décrite à l'alinéa 3.1.a des Modalités et conditions, le Producteur devra (inventaire régressif seulement):
- 3.4.a. préciser par écrit, à l'Agent d'exécution, à quel acheteur, désigné par l'Agent d'exécution, il vendra le produit agricole avant de vendre ledit produit à cet acheteur;
- 3.4.b. informer l'Agent d'exécution dès réception de tout renseignement selon lequel l'acheteur désigné ne remet pas dans les plus brefs délais le montant ainsi retenu à l'Agent d'exécution;
- 3.4.c. demeurer redevable à l'Agent d'exécution pour ce qui est du remboursement de toute partie de l'Avance admissible dans l'éventualité où l'acheteur désigné aurait omis de remettre à l'Agent d'exécution le montant retenu par lui conformément à l'accord conclu avec l'Agent d'exécution.
- 3.5. Le producteur convient que le montant total des remboursements reçus par l'agent d'exécution sera appliqué d'abord à la portion de l'avance sur laquelle le ministre paie les intérêts jusqu'à ce qu'ils soient remboursés, avant d'être appliqué à tout autre montant dû en vertu du présent accord de remboursement selon l'ordre suivant :
- 3.5.a les intérêts accumulés sur l'avance portant intérêt, jusqu'à ce qu'ils soient remboursés;
- 3.5.b l'avance portant intérêt;
- 3.5.c toutes pénalités liées au remboursement sans preuve de vente et au remboursement tardif; et
- 3.5.d tous autres frais et/ou coûts impayés facturés par l'Agent d'exécution, jusqu'à leur remboursement complet.
- 3.6. Si un producteur qui est une personne (propriétaire unique) décède ou est déclaré légalement incapable de prendre des décisions, aucune pénalité d'intérêt ne sera appliquée pour avoir omis de fournir une preuve de vente ou des documents d'élimination.
- 3.7. Le Producteur est assujéti au paiement d'une pénalité en intérêt au taux de base de la Caisse Centrale Desjardins sur tout remboursement de l'Avance admissible effectué en espèces et sans preuve de vente qui dépasse les limites prévues à l'alinéa 3.2.c. des Modalités et conditions.
- 3.8. Le Producteur s'engage à rembourser les intérêts sur la portion de l'Avance admissible portant intérêts, calculés conformément à l'article 6 des Modalités et conditions, le 15^{ième} jour de chaque mois. À cette fin, le Producteur autorise l'Agent d'exécution à débiter tels intérêts du compte bancaire du Producteur conformément à la Partie 1C de l'Accord de remboursement.

4. Sûretés

- 4.1. Le Producteur s'engage à concéder une sûreté générale et continue sur son produit agricole, et sur tout autre produit agricole ultérieur de la même nature qu'il pourrait produire, en tant que garantie, laquelle doit être équivalente au montant de l'Avance admissible, et ce jusqu'au remboursement complet conformément à l'obligation incombant au producteur stipulée aux articles 22 et 23 de la Loi. Le Producteur convient également que les droits de l'Agent d'exécution ont préséance sur ceux de tout autre créancier ou détenteur de titres et qu'il doit obtenir tous les accords de créancier privilégié nécessaires à cette fin. De plus, le Producteur convient qu'en cas de défaillance l'Agent d'exécution a le droit de saisir le produit agricole du Producteur et tout produit agricole subséquent de même nature, produit par le Producteur d'une somme équivalente, jusqu'au remboursement complet conformément à l'obligation du Producteur, tel que prévu à l'article 5.2 des Modalités et conditions, sans égards à l'emplacement, et de vendre le produit agricole de la manière qu'il juge équitable, afin de recouvrer toute somme impayée aux termes de l'Accord de remboursement, y compris les intérêts ainsi que les frais de saisie et autres frais d'exécution. Les stocks ayant servi à l'établissement de l'Avance admissible doivent être maintenus en tout temps durant le Cycle d'avance et ne pas fluctuer en excès de ce que stipule l'alinéa 6.1(1)(b) du

2.4 MODALITÉS ET CONDITIONS DE L'ACCORD DE REMBOURSEMENT

règlement d'application de la LPCA, sans quoi le Producteur est tenu de rembourser l'Avance admissible sur tout écart de stock.

- 4.2. Le Producteur donne à l'Agent d'exécution une sûreté sur les montants payables au Producteur en vertu d'un Programme de GRE ou toutes autres programmes admissibles, conformément à la section 1.4 (Partie 1A) ou à la section 1.2 (Partie 1B) de l'Accord de remboursement, selon le cas, en vue du remboursement du montant de l'Avance admissible et des frais d'intérêt prévus aux Modalités et conditions de l'Accord de remboursement. Cette cession peut être enregistrée à compter de l'émission de l'Avance admissible. Le Producteur convient qu'en cas de défaillance, l'Agent d'exécution exécutera sa garantie sur les prestations du Programme de GRE ou toutes autres programmes admissible de manière à ce que les prestations lui soient cédées et acheminées directement jusqu'au remboursement intégral de l'Avance admissible. Le producteur déclare que la cession de ses prestations des programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) à l'agent d'exécution a priorité sur toute autre sûreté. Le producteur confirme qu'il a signé les accords de créancier privilégié nécessaires avec tout autre créancier garanti de sorte que la sûreté de l'agent d'exécution ait priorité sur toute autre sûreté. Le producteur accepte et comprend que l'agent d'exécution peut enregistrer un état financier dans un bureau d'enregistrement provincial lorsque l'agent d'exécution le juge opportun. Par la présente, le producteur renonce à tout droit de recevoir de l'agent d'exécution, une copie d'un état financier ou une déclaration de confirmation émis à n'importe quel moment concernant la sûreté de l'agent d'exécution.
- 4.3. Pour une **opération en cycle continu**, le niveau d'inventaire sur lequel l'avance a été calculée doit être l'inventaire minimum maintenu tout au long du cycle de l'avance.
- 4.4. Si, hors de toute responsabilité du producteur, la quantité du produit agricole utilisée pour obtenir l'avance ne suffit pas pour justifier l'avance résiduelle, l'agent d'exécution avisera le producteur qu'il dispose de trente **(30) jours civils** pour rembourser la partie résiduelle de l'avance qui excède la protection réduite ou faire une autre demande pour une avance sur un autre produit agricole et appliquer les produits de cet avance au remboursement de l'avance pour laquelle cet accord de remboursement s'applique. Si le producteur ne rembourse pas, il sera mis en défaut. Dès le remboursement de la partie du montant résiduel de l'avance qui excède la protection réduite, si le producteur a une exploitation en cycle continu, il demeure admissible aux Modalités et conditions applicables aux exploitations continues en ce qui concerne la partie résiduelle de l'avance.
- 4.5. Si la quantité du produit agricole utilisé pour obtenir l'avance est réduite par un acte du producteur et ne suffit pas pour justifier l'avance résiduelle, le producteur sera déclaré défaillant sur son avance. Si le producteur ne rembourse pas, il sera mis en défaut. Si le producteur a une exploitation en service continu, l'agent d'exécution doit aviser de la perte des avantages associés aux exploitations en cycle continu et lui indiquer que le remboursement de l'avance résiduelle devra être fait à chaque vente subséquente.
- 4.6. Aux fins de donner effet à l'un des engagements du producteur en vertu de cet accord de remboursement, notamment en ce qui concerne la convention de créancier privilégié, la sécurité et la cession des droits, le producteur doit établir, signer et remettre à l'agent d'exécution tous les documents ou accords que l'agent d'exécution peut raisonnablement demander, y compris les accords de sécurité, les cessions et les états de financement.
- 4.7. Le Producteur convient aussi que les sûretés qu'il a consenties en faveur de l'Agent d'exécution lors des campagnes agricoles précédentes, et notamment l'hypothèque mobilière inscrite au RDPRM durant les campagnes antérieures et à venir, garantiront toutes les obligations du Producteur résultant de l'Accord de remboursement, le tout sans novation, ni dérogation aux droits de l'Agent d'exécution.
- 4.8. Mis à part la question du traitement d'un trop payé conformément à la section 4.4., le ou les produits agricoles utilisés pour obtenir une avance ne peuvent être modifiés après réception par l'agent d'exécution du rapport de protection du programme de GRE ou d'autres moyens de confirmation des unités de production.
- 4.9. Le Producteur ayant des associés, qui décide de signer seul les formulaires de demande de PPA, se portant garant de l'avance est tenu personnellement responsable de celle-ci. Il devra alors fournir des garanties financières supplémentaires cessibles tel que :
 - 4.9.a. Une assurance ou d'autres programmes ou produits financiers qui offrent une protection contre un ou plusieurs risques liés au versement de l'avance ;
 - 4.9.b. Des garanties cessibles par le producteur ;
 - 4.9.c. Une lettre de garantie de l'institution financière du producteur garantissant l'avance.Toutes ces garanties devront être approuvées au préalable par le Ministre.

5. Défaillance

- 5.1. L'Agent d'exécution informe AAC de tout Producteur déclaré en défaut et en informera immédiatement le producteur. Le Producteur est considéré en défaut dans les cas suivants :
 - 5.1.a. il donne des renseignements faux ou trompeurs à l'Agent d'exécution pour obtenir une Avance admissible ou se soustraire à l'obligation de la rembourser ;
 - 5.1.b. de l'avis de l'agent d'exécution, a causé, en tout ou en partie, une diminution de la valeur de la sûreté prise par l'agent d'exécution sur l'avance à l'égard de cet accord de remboursement et de la valeur de la sécurité au solde de l'avance ;
 - 5.1.c. il a manqué à quelque obligation que lui impose l'Accord de remboursement, dans les **vingt-et-un (21) jours civils** suivant l'envoi par la poste ou la remise d'un avis que lui transmet l'Agent d'exécution lui indiquant qu'il a eu, selon celui-ci, la possibilité de s'acquitter de toutes les obligations et lui enjoignant de s'exécuter ;
 - 5.1.d. il ne s'est pas acquitté de toutes les obligations imposées par l'Accord de remboursement à la date où se termine la campagne agricole au cours de laquelle l'avance a été consentie ;
 - 5.1.e. il devient insolvable, remplit un avis d'intention pour faire une proposition ou fait une proposition en vertu de la *Loi*

2.4 MODALITÉS ET CONDITIONS DE L'ACCORD DE REMBOURSEMENT

sur la faillite et l'insolvabilité, il est susceptible de recevoir une ordonnance de la cour conformément à cette loi, il fait faillite ou se place sous la protection de toute autre loi en matière d'insolvabilité ou de faillite, incluant, notamment, la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* et la *Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole* et ne s'est pas acquitté de toutes les obligations en vertu de cet accord de remboursement;

- 5.1.f. à tout moment, il manque irrémédiablement à une obligation substantielle stipulée dans l'Accord de remboursement;
 - 5.2. À la suite d'une défaillance, le Producteur est redevable à l'Agent d'exécution :
 - 5.2.a. du montant non remboursé de l'Avance garantie;
 - 5.2.b. de l'intérêt de pénalité de défaut tels que spécifiés et aux taux indiqués au paragraphe 6.2.a des présentes Modalités et Conditions sur le montant impayé de l'Avance, tel que précisé au paragraphe 5.2.a, calculés à partir de la date d'émission de l'Avance jusqu'à la date à laquelle le Producteur a été déclaré en défaut;
 - 5.2.c. de l'intérêts de pénalité de défaut tels que spécifiés et aux taux indiqués au paragraphe 6.2.b des présentes Modalités et Conditions sur la responsabilité du Producteur, à compter de la date de défaut jusqu'au remboursement intégral de cette responsabilité ;
 - 5.2.d. des coûts engagés par l'Agent d'exécution pour recouvrer le montant en souffrance de l'Avance admissible et les intérêts, y compris les frais juridiques approuvés par le Ministre.
 - 5.2.e. Tous les autres montants impayés en vertu du présent Accord de remboursement.
 - 5.3. Le producteur accepte de céder à l'agent d'exécution les montants payables au producteur au titre d'un programme de GRE ou toutes autres programmes admissibles, conformément à l'article 2.1 de la présente demande, en vue du remboursement du montant de l'avance admissible et des frais d'intérêts prévus dans le présent accord. Ces cessions seront enregistrées au moment de l'avance.
 - 5.4. Si le producteur est déclaré en défaut et que le Ministre effectue des paiements aux termes de la garantie, tous les droits de l'agent d'exécution à l'encontre du producteur en défaut et à l'encontre de toute autre partie redevable aux termes du présent accord de remboursement sont subrogés au Ministre. Le producteur est redevable envers le Ministre des montants impayés mentionnés aux paragraphes 5.2.a, 5.2.b et 5.2.c des présentes Modalités et Conditions, ainsi que des coûts engagés par le Ministre pour recouvrer ces montants, y compris les frais juridiques.
 - 5.5. En application du présent accord de remboursement, l'Agent d'exécution appliquera les exigences suivantes relatives à la période d'inéligibilité:
 - 5.5.a. **Aucune période d'inadmissibilité** où l'avance en défaut est remboursée dans les six (6) mois suivant sa déclaration de défaut;
 - 5.5.b. Une période d'inadmissibilité de **un (1) an à compter de la date du remboursement intégral** du défaut, lorsque l'avance en souffrance est remboursée au-delà de six (6) mois suivant la mise en défaut;
 - 5.5.c. Une période d'inadmissibilité de **deux (2) ans à compter de la date du remboursement intégral** du défaut lorsque le producteur a fait défaut deux fois au cours des trois (3) dernières participations au programme ;
 - 5.5.d. Une période d'inadmissibilité de **trois (3) ans à compter de la date du remboursement intégral** du défaut à AAC lorsque le dossier en souffrance a été payé en vertu de la garantie par le ministre;
 - 5.5.e. Une période d'inadmissibilité de **six (6) ans à compter de la date de recouvrement** de la dette, conformément aux conditions énoncées dans un règlement de compromis;
 - 5.5.f. Une période d'inadmissibilité de **trois (3) ans à compter de la date du remboursement intégral** du défaut, lorsque le ministre a dû radier la dette du producteur aux termes du programme; ou
 - 5.5.g. Période d'inadmissibilité de **sept (7) ans à compter de la date de la libération** du producteur lorsque celui-ci a déclaré faillite en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou en vertu de toute autre loi relative à l'insolvabilité ou à la faillite telle que la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*;
 - 5.5.h. Une période d'inadmissibilité de **cinq (5) ans à compter de la date de remboursement intégral** ou une période convenue par l'agent d'exécution et le Ministre si le producteur donne des renseignements faux ou trompeurs à l'agent d'exécution pour obtenir une avance et qui pourrait constituer une fraude.
 - 5.6. Conformément au paragraphe 23 (4) de la LPCA, le producteur convient que s'il réside dans une province où la législation autorise la prolongation du délai de prescription, de prolonger le délai de prescription de six (6) ans à compter de la date à laquelle le ministre est subrogé conformément à l'article 5 des modalités et conditions afin d'engager des actions ou des procédures pour recouvrer tout montant dû à la Couronne.
 - 5.7. Si le producteur est en défaut et que le montant du défaut est remboursé par le Ministre en vertu de la garantie, devenant ainsi une dette envers la Couronne, les informations relatives au producteur, y compris le montant dû, seront communiquées à d'autres organisations, y compris les agences d'évaluation du crédit.
- ### 6. Taux d'intérêt
- 6.1. Le taux d'intérêt payable par le Producteur pendant l'année de programme, et lorsqu'en conformité avec la LPCA et le présent Accord de remboursement, est de :
 - 6.1.a. 0 % sur le montant désigné comme étant sans intérêt;
 - 6.1.b. Taux de base de la Caisse Centrale Desjardins moins 1/4 de 1 % sur le montant désigné comme étant portant intérêt. Le taux accordé par la Caisse Centrale Desjardins à l'Agent d'exécution est différent du taux mentionné ci-haut. La différence, si elle est positive, sert à payer une partie des frais de gestion du PPA tel que les enquêtes de crédit, les enregistrements des sûretés ainsi qu'une partie des autres frais liés à l'administration du PPA.
 - 6.1.c. Si le producteur choisit de rembourser en espèces, sans preuve de vente du produit, un montant excédant les montants précités à la sous-section 3.3.a de ces modalités et conditions, l'intérêt payable par le producteur sera au taux de base de la Caisse Centrale Desjardins sur le montant du remboursement, de la date du versement de

2.4 MODALITÉS ET CONDITIONS DE L'ACCORD DE REMBOURSEMENT

l'avance jusqu'à la date de remboursement;

6.1.d. Si le producteur, conformément aux exigences énoncées à la section 3.1.b, effectue un remboursement en retard, l'intérêt payable par le producteur sera au taux préférentiel sur le montant du remboursement. Les intérêts de pénalité seront appliqués au montant remboursé en retard en fonction du nombre de jours de retard. Le producteur s'engage à rembourser les intérêts de pénalités à l'agent d'exécution au plus tard vingt-et-un (21) jours civils suivant la fin de la campagne agricole.

6.2. Si le Producteur est déclaré en défaut, l'intérêt payable par le Producteur est :

6.2.a. Taux de base de la Caisse Centrale Desjardins plus 1% sur le montant en souffrance, de la date du versement de l'Avance admissible jusqu'à la date à laquelle le Producteur a été déclaré en défaut;

6.2.b. Taux de base de la Caisse Centrale Desjardins plus 3 % sur le montant en souffrance conformément à l'obligation du Producteur, de la date où le Producteur a été déclaré en défaut jusqu'à ce que l'Avance admissible, les intérêts courus et l'ensemble des frais de recouvrement soient remboursés.

6.3. Dans le cas où le producteur est déclaré en défaut, si le ministre effectue le paiement en vertu de la garantie et que le ministre est subrogé des droits de l'agent d'exécution, le taux préférentiel mentionné au paragraphe 6.2.b passera du taux préférentiel du prêteur de l'agent d'exécution au taux préférentiel moyen agrégé («taux préférentiel») publié dans le Sommaire quotidien sur le site Web de la Banque du Canada.

6.4. Le gouvernement du Canada cessera de payer les intérêts sur le montant sans intérêts visé à la section 6.1a. :

6.4.a. le jour où le producteur rembourse son avance;

6.4.b. le jour où le producteur n'honore pas son obligation de rembourser l'avance

6.4.c. le jour de fin de la campagne agricole.

7. Conditions générales

7.1. Le Producteur s'engage à fournir à l'Agent d'exécution toute information requise par celui-ci en vue de corroborer les déclarations faites par le Producteur dans l'Accord de remboursement ou de satisfaire aux conditions d'admissibilité. Toute omission de fournir les documents requis par l'Agent d'exécution pourrait entraîner un rejet de la demande ou, si une avance a été accordée, un défaut du Producteur.

7.2. Le producteur est conscient qu'un recalcul de l'avance peut se produire en fonction des changements des prix du marché et qu'il pourrait entraîner un trop-payé avec soit un remboursement soit une demande pour une nouvelle avance pour couvrir le montant du trop-perçu dans les **rente (30) jours civils**.

7.3. L'Avance admissible en vertu des Modalités et conditions est réputée avoir été reçue sur la partie du produit agricole du Producteur vendue en premier lieu. Le Producteur ne peut aliéner aucune autre partie du produit agricole, d'aucune façon, avant d'aliéner la partie du produit agricole visée par l'Avance admissible. Dans les cas où le Producteur peut fournir une preuve d'identification, appuyée par des dossiers appropriés, permettant l'identification de chaque unité de produit agricole visé par l'Avance admissible, telle avance est réputée avoir été reçue sur la partie du produit agricole visée par l'Avance admissible.

7.4. L'Accord de remboursement entre en vigueur à la date d'approbation et d'exécution par l'Agent d'exécution, et prend fin au remboursement intégral de tout montant dont il est question dans l'Accord de remboursement.

7.5. L'Agent d'exécution ou son agent autorisé a le droit d'inspecter le produit agricole et de faire une vérification de crédit du Producteur ou de tout associé, actionnaire ou membre en règle du Producteur, à n'importe quel moment au cours de la durée de l'Accord de remboursement.

7.6. Le Producteur s'engage à donner un avis immédiat à l'Agent d'exécution advenant toute perte, toute destruction ou tout dommage, partiel ou total, au produit agricole. Si le produit agricole ou une portion du produit agricole visé par l'avance cesse d'être de qualité commercialisable, le Producteur sera soumis aux actions prévues aux sections 4.4 ou 4.5 des modalités et conditions selon que la perte, la destruction ou les dommages sont imputables ou non au Producteur.

7.7. Le Producteur doit respecter les conditions du Programme de GRE ou toutes autres programmes admissibles utilisés comme sûreté et, advenant qu'il soit déclaré en défaut par l'Agent d'exécution, il doit s'assurer que tous les paiements versés par ces programmes sont cédés et versés à l'Agent d'exécution à concurrence du montant de l'Avance admissible. À l'intérieur de sept (7) jours civils, le Producteur doit aviser l'Agent d'exécution si des cessions supplémentaires de paiements provenant du Programme de GRE ou toutes autres programmes admissibles sont effectuées, approuvées ou enregistrées.

7.8. L'Accord de remboursement doit être interprété conformément aux lois de la province de Québec, Canada.

7.9. Lorsque le ou les produits agricoles sont entreposés sur la ferme, le producteur doit avoir une assurance multirisque sur son exploitation agricole qui comprend l'intégralité du ou des produits agricoles pour lesquels l'avance a été effectuée. Cette couverture doit être suffisante pour couvrir toute l'étendue de l'avance jusqu'à ce son remboursement complet. Si le ou les produits agricoles sont entreposés dans une installation commerciale chez un tiers, le producteur doit s'assurer que l'installation commerciale dispose d'une telle assurance.

7.10. Lorsque le singulier ou le masculin sont utilisés dans l'Accord de remboursement, ils doivent être interprétés comme incluant le pluriel, le féminin ou le mode neutre, si le contexte ou les parties à la présente l'exigent.

7.11. Dans le cas où toute partie de l'Accord de remboursement serait invalidée par un tribunal, le Producteur consent à être lié par les modalités et conditions restantes de l'Accord de remboursement.

7.12. L'Accord de remboursement ne peut pas être résilié pour raison de décès ou d'invalidité du Producteur. Le Producteur consent, en son nom et en celui de ses représentants successoraux, à passer tout acte nécessaire ou approprié afin de réaliser les objectifs ou les intentions de l'Accord de remboursement.

7.13. Si l'Agent d'exécution constate que le Producteur est insolvable, ou qu'il a récemment produit un avis d'intention de présenter une proposition ou a présenté une proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, est assujetti(s) à

2.4 MODALITÉS ET CONDITIONS DE L'ACCORD DE REMBOURSEMENT

une ordonnance de séquestre en vertu de cette loi, a fait faillite ou demandé une protection en vertu d'une autre loi sur la faillite ou l'insolvabilité, notamment la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* et la *Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole*, il doit rejeter sa demande.

- 7.14. Aucune modification à l'Accord de remboursement pouvant entraîner une réduction de la valeur de la sûreté conformément à l'article 4 des Modalités et conditions, autre qu'une modification visant à corriger une erreur d'écriture ou de calcul, ne peut être effectuée sans l'autorisation du Ministre à l'exception de :
 - 7.14.a la valeur du (des) produit(s) agricole(s) produit(s) a diminué sans faute du producteur dans la mesure où il a été plus avantageux de nourrir le(s) produit(s) agricole(s) aux animaux du producteur que de le vendre; ou
 - 7.14.b le coût des aliments pour animaux a augmenté au point où il est plus avantageux de nourrir le ou les produits agricoles aux animaux du producteur que d'acheter des aliments pour animaux.
- 7.15. Sans l'autorisation du Ministre, les modifications à l'Accord de remboursement, aux termes de l'article 7.14 des Modalités et conditions, ne seront pas rétroactives et prendront effet à la date de leur signature. Les parties conviennent que tous les intérêts reçus aux termes de l'article 6.1.a de l'Accord de remboursement, avant l'entrée en vigueur de la modification, n'auront pas à être remboursés.
- 7.16. Toutes les parties consentent par la présente qu'advenant toute divergence entre l'Accord de remboursement et la LPCA et le règlement s'y rattachant, la LPCA et son règlement auront préséance sur l'Accord de remboursement.
- 7.17. Le Producteur convient d'autoriser le Ministre à communiquer avec lui pour évaluer le PPA.
- 7.18. Si le producteur déforme sciemment des informations et/ou omet de fournir des informations qui peuvent être jugées importantes pour la vérification de la demande d'avance, le remboursement de l'avance ou le paiement des pénalités du programme, tous les avantages en vertu de l'APP peuvent être perdus et le Producteur est passible d'une période d'inadmissibilité du PPA de **cinq (5) ans** et de l'exclusion des autres programmes d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et des poursuites.
- 7.19. Un processus d'appel est en place pour les cas où la demande est rejetée. L'appel sera examiné par un comité de recours du Programme qui n'a pas participé à la décision initiale de rejeter la demande. Le processus d'appel concerne uniquement l'inadmissibilité du programme. Les producteurs ne pourront pas en appeler du montant de l'avance qu'il est déterminé de recevoir en vertu du programme.
- 7.20. Lorsque l'Agent d'exécution a soumis le dossier du producteur à AAC pour que le ministre la paie en vertu de la garantie et qu'AAC a recouvré la dette impayée du producteur, en totalité ou en partie, au moyen d'un règlement de compromis, et qu'il existe toujours des frais de gestion en retard, l'Agent d'exécution se réserve le droit de continuer à demander le remboursement de ces frais de gestion pour défaut du producteur.
- 7.21. La Campagne agricole pour le produit agricole concerné commence le 1 avril 2025 et se termine le 30 septembre 2026.
- 7.22. Le Producteur déclare que les porcs sont de bonne qualité marchande et qu'ils seront conservés de façon à ne pas perdre cette qualité jusqu'à ce qu'ils soient écoulés conformément à l'Accord de remboursement
- 7.23. Le Producteur s'engage à fournir à l'Agent d'exécution toute information requise par celui-ci en vue de corroborer les déclarations faites par le Producteur dans l'Accord de remboursement ou de satisfaire aux conditions d'admissibilité. Toute omission de fournir les documents requis par l'Agent d'exécution pourrait entraîner un rejet de la demande ou, si une avance a été accordée, un défaut du Producteur.
- 7.24. Le Producteur s'engage à compléter et transmettre à l'Agent d'exécution un « Rapport d'inventaire mi-cycle » pour confirmer la quantité de porcs détenus en inventaire avant la fin du 6^e mois suivant la date du versement de l'Avance admissible. Tout Producteur qui manque à cette obligation sera déclaré en défaut.
- 7.25. Le Producteur consent à ce que toute information contenue à l'Accord de remboursement, ainsi que toute information recueillie par l'Agent d'exécution dans le cadre de l'application du PPA, soit communiquée à la Caisse Centrale Desjardins (le « Prêteur ») lorsqu'elle en fait la demande et ce dans un but directement lié à la gestion du PPA.
- 7.26. Le Producteur s'engage à informer l'Agent d'exécution si son identité ou son statut juridique change. Même s'il a déjà reçu une Avance admissible, le Producteur devra soumettre à l'Agent d'exécution une nouvelle demande d'avance, incluant toute documentation pertinente, pour cette nouvelle identité ou ce nouveau statut juridique.
L'année de programme est la période utilisée pour gérer les limites du programme conformément aux paragraphes 9(1) et 20(1) de la *LCPA* et qui est définie par la date de début de la première campagne agricole et la date de fin de la dernière campagne agricole. Elle commence le 1^{er} avril 2025 et se termine le 30 septembre 2026.